

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Ethiopia, B.P.: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ
734^{EME} RÉUNION
ADDIS ABÉBA, ETHIOPIE
14 NOVEMBRE 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), en sa 734^{ème} réunion, tenue le 14 novembre 2017, a suivi une communication sur la situation en République de Guinée-Bissau.

Le Conseil a pris note des communications faites par le Représentant spécial du Président de la Commission pour la Guinée-Bissau, l'Ambassadeur Ovidio Manuel Barbosa Pequeno, et par le Ministre d'État de la Présidence du Conseil des Ministres et des Affaires parlementaires de la République de Guinée Bissau, S.E. Soares Sambu, ainsi que de la déclaration du Représentant permanent du Togo, pays assurant la présidence en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Conseil a également pris note des déclarations faites par les Représentants des Nations unies et de l'Union européenne (UE).

Le Conseil a rappelé ses prises de position antérieures sur la situation en Guinée-Bissau, en particulier le Communiqué de presse PSC/PR/BR. (DCIV), adopté lors de sa 604^{ème} réunion, tenue le 9 juin 2017, à Addis Abéba.

Le Conseil a exprimé sa profonde préoccupation face à la crise politique persistante dans le pays, particulièrement marquée par la recrudescence des tensions entre les principaux acteurs politiques et les institutions étatiques, malgré les efforts incessants de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), de l'UA, des Nations unies et de l'Union européenne (UE).

Le Conseil a fermement souligné, une fois encore, la nécessité urgente pour les parties prenantes bissau-guinéennes d'œuvrer résolument à la mise en œuvre effective de l'Accord de Conakry du 14 octobre 2016 et de la Feuille de route de Bissau, en vue de mettre fin à la crise actuelle dans leur pays. À cet égard, le Conseil a souligné l'importance pour tous les acteurs bissau-guinéens de respecter pleinement leurs engagements, en vue de parvenir à une paix et à une stabilité durables dans leur pays.

Le Conseil a appelé tous les dirigeants politiques de Guinée Bissau, y compris le Président de la République, à faire preuve de la plus grande retenue, de sens de l'Etat et de responsabilité et à respecter la Constitution du pays, en vue de parvenir à une solution à l'impasse politique actuelle, qui risque de compromettre les avancées fragiles sur la voie de la consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau. À cet égard, le Conseil a souligné l'impératif d'une solution urgente et durable à la crise prolongée au sein du Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC).

Le Conseil a également souligné l'importance que revêt l'organisation d'élections libres, justes et crédibles dans les délais prévus par la Constitution. À cet égard, le Conseil a exhorté tous les acteurs bissau-guinéens à placer les intérêts suprêmes de leur pays et de leur peuple au-dessus de toute considération, et de commencer à œuvrer à la création de conditions propices au bon déroulement des élections législatives en 2018.

Le Conseil a salué les efforts de médiation conduits par la CEDEAO, ainsi que la contribution de la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB) à la consolidation des avancées en matière de stabilisation dans le pays. A cet égard, le Conseil a réitéré son appel à la communauté internationale à redoubler d'efforts, afin de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour soutenir la poursuite des opérations de l'ECOMIB en Guinée Bissau jusqu'à ce que les forces de sécurité nationale de Guinée Bissau développent les capacités nécessaires pour assumer pleinement leurs responsabilités, afin d'assurer la sécurité et la stabilité dans leur pays. Le Conseil a encouragé la CEDEAO à persévérer dans ses efforts en Guinée Bissau.

Le Conseil a de nouveau félicité les forces de défense bissau-guinéennes qui continuent à faire preuve de professionnalisme et de respect de leur mandat constitutionnel tout en s'abstenant d'intervenir dans la situation politique actuelle. Dans le même contexte, le Conseil a exhorté les autres acteurs bissau-guinéens à s'abstenir de toute initiative ou déclaration susceptible d'inciter à la violence et de contribuer à la poursuite de l'escalade et du prolongement de la crise politique actuelle.

Le Conseil appelle les partenaires internationaux, en particulier les Nations unies, l'UE et la CPLP, à continuer de coordonner leurs efforts pour trouver une solution durable à l'impasse politique actuelle en Guinée-Bissau, y compris le soutien nécessaire au prochain processus électoral dans le pays.

Le Conseil est convenu de rester activement saisi de la situation.